

### PANSER LA GUERRE

#### Des moyens pour aider aux soins physiques et psychiques des victimes de la guerre en Ukraine.

Face à l'ampleur des dégâts humains et matériels subis par l'Ukraine sous le feu de l'opresseur depuis l'invasion décidée par le président de la Fédération de Russie et exécutée par son armée, la fédération SUD Santé Sociaux avec l'Union syndicale Solidaires, condamne cette barbarie qui touche sans différenciation civils et militaires se battant pour défendre la liberté et la démocratie, et leur existence.

La Fédération SUD Santé Sociaux est particulièrement révoltée contre la destruction infligée aux structures civiles sanitaires, médicales et sociales. SUD Santé Sociaux en appelle aux décideurs politiques de l'État français pour aider les ukrainien.es à pourvoir aux soins et au sauvetage humanitaire, en déployant des moyens humains et techniques dans les zones frontalières et les zones accessibles de l'Ukraine. La Fédération SUD Santé Sociaux en appelle à l'État et aux pouvoirs publics à accueillir et soutenir les enfants et leurs familles victimes de souffrances et blessures physiques et psychiques occasionnées par l'ignominie de la guerre.

La Fédération SUD Santé Sociaux exige que la Fédération de Russie mette immédiatement fin à toute attaque ou autre atteinte contre des civils, du personnel soignant médical et paramédical, social et médico-social et leurs structures, des enfants, des jeunes, des enseignant-es, des personnels éducatifs ou des écoles, collèges et universités, et que le droit aux soins et à l'éducation soit respecté ainsi que le droit à l'aide humanitaire sans entrave d'aucune sorte.

Une aide humanitaire forte doit être déployée coûte que coûte pour pallier aux hôpitaux détruits, aux maternités détruites, aux centres pour handicapé-es bombardés, à la population civile blessée et meurtrie, aux personnels soignants entravés dans leur travail, aux syndicats de soignant-es des hôpitaux ukrainiens qui luttent au quotidien pour sauver des vies et la leur.

La Fédération SUD Santé Sociaux se joint à l'appel Blouses blanches russes avec l'Ukraine du 28 février 2022, Lettre ouverte signée par des professionnel-les de santé russes, médecins, infirmier-es et paramédicaux russes, fermement opposés aux actions militaires menées par les forces armées russes sur le territoire de l'Ukraine.

SUD Santé Sociaux se joint à l'appel de SUD Rail pour que soit accordée, sans délai, la gratuité totale sur le réseau ferroviaire et dans les transports publics pour tous et toutes les réfugié-es d'Ukraine, et d'ailleurs.



SUD Santé Sociaux se joint à l'appel de SUD Éducation pour enjoindre le gouvernement français à prendre largement sa part dans l'accueil des enfants réfugié-es, leur insertion scolaire et la demande de moyens supplémentaires en particulier pour les MNA.

SUD Santé Sociaux en appelle au gouvernement pour remplir sa mission d'hôpital public en débloquant des moyens à destination des hôpitaux pour accueillir, porter secours et soigner gratuitement les réfugié-es et blessé-es de guerre en Ukraine.

La civilisation n'est jamais à l'abri de voir ses acquis fondamentaux de droit, de liberté et de démocratie obtenus par la lutte des peuples, être attaqués et remis en question par la force brutale. L'État français se doit d'en atténuer les effets, et pour se faire SUD Santé Sociaux en appelle au gouvernement à développer les structures sanitaires, sociales et médico-sociales pour permettre d'accueillir l'afflux des réfugié -es qui auront besoin des soins à la hauteur de leur souffrance, et allouer des moyens conséquents et supplémentaires pour y faire face.

La France doit renforcer son aide humanitaire et sociale pour l'Ukraine ainsi que pour les autres peuples sans discrimination d'aucune sorte et avec la même égalité de traitement. L'aide humanitaire des associations, par un appel aux dons de la société civile, ne peut se substituer à l'intervention du gouvernement français. Une aide humanitaire d'Etat doit être mobilisée et déployée pour empêcher la famine et les épidémies de se développer dans cette guerre comme dans toutes les autres.

Selon le rapport du conseil exécutif de l'UNESCO sur la situation en Ukraine, les actions militaires de la Fédération de Russie sur le territoire souverain de l'Ukraine entraînent la fermeture d'écoles et autres institutions éducatives, touchant l'ensemble des enfants en âge d'être scolarisés – 6 millions d'élèves âgés de 3 à 17 ans et plus de 1,5 million d'étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur.

Pour la sécurité des réfugié-es ukrainien-ne-s leur accueil doit être illimité, et sans condition, au niveau européen proportionnellement aux capacités de chaque pays de l'Union. Les pays de l'est et du sud de l'Union européenne ne doivent pas être laissés seuls à gérer massivement cette situation.

L'Ukraine est une victime supplémentaire de l'impérialisme planétaire qui impose ses guerres de par le monde au profit de quelques-uns, menaçant l'équilibre mondial en déstabilisant les états de droits et les démocraties, en tyrannisant ceux y aspirant, pour plonger les peuples dans la division, le chaos et la souffrance en profitant de leur asservissement et en exploitant ensuite massivement leur force de travail.

Il y a cinquante ans, la mise en garde de Salvadore Allende dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, en décembre 1972, a prouvé sa pertinence en 1/2 siècle de conflits de par le monde : « Nous sommes devant un véritable conflit frontal entre les corporations multinationales et les États. En effet, leurs décisions fondamentales — politiques, économiques et militaires — sont influencées



par des organisations globales qui ne dépendent d'aucun État et dont l'ensemble des activités ne rend de compte à aucun parlement ».

Il est temps pour la France d'arrêter son commerce d'armements et stopper sa politique de livraisons d'armes aux pays oppresseurs et tyranniques : Entre 2015 et 2020, la France a livré des équipements militaires de pointe à la Russie, malgré un embargo européen acté depuis 2014. Les principaux bénéficiaires de ces marchés sont les sociétés Thales et Safran, dont l'État français est le premier actionnaire. (Thales a pris 35% en bourse en un mois de guerre en Ukraine.).

L'usage massif d'armes françaises est prouvé dans la guerre au Yémen et démontre que ces armes sont employées contre des civils par les Émirats arabes unis, devenus un important pays d'accueil pour les industriels de l'armement français. Depuis 2016, la direction du renseignement militaire français mène une opération secrète dans le désert occidental égyptien, au service de la dictature du maréchal Al-Sissi.

Ces duplicités du gouvernement français doivent cesser. Ces informations sont le fruit du média indépendant et non lucratif Disclose qui a mené des enquêtes poussées sur la politique de "défense" française et a mis en lumière l'hypocrisie de sa position alors qu'elle fait partie des 5 membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU avec les autres puissances nucléaires dont la Russie et les Etats-Unis. Marc Eichinger dans son livre "Jeux de guerre" qui vient de paraître chez Massot éditions, nous rappelle que le pouvoir à la Maison Blanche est le pouvoir du Lobby de l'armement, soutenu par des banques internationales.

La guerre sans exception fait le jeu des marchands d'armes pour qui la vie humaine ne compte pas. "Nous sommes ensevelis sous le poids de l'information qui est confondu avec la connaissance, la quantité est confondue avec l'abondance et la richesse avec le bonheur. Nous sommes des singes avec de l'argent et des armes." C'est avec cette phrase de Tom Waits que l'auteur de Jeux de guerre présente son livre sorti le 17 mars 2022.

L'ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons) constate les collusions des groupes bancaires avec l'armement. Sur la seule période 2017-2019, près de 30 milliards d'euros ont ainsi été investis (en particulier par BNP Paribas, la Société générale, le Crédit agricole, le Crédit mutuel...) dans des entreprises principalement françaises (Safran, Thales, Naval Group...) et occidentales (Airbus Group, Northrop Grumman, BAE Systems, ThyssenKrupp...). Selon l'observatoire des multinationales, ce sont presque 7 milliards de dollars que BNP Paribas a investi ces trois dernières années dans une quinzaine d'entreprises d'armement américaines et européennes à visé nucléaire. La Société générale a prêté plus de 3,6 milliards de dollars à six fabricants d'armes depuis 2011.

Tout comme les banques de « l'économie sociale » qui n'ont pas pris les mesures nécessaires pour éviter d'investir dans l'arme atomique. Les industries concernées ont reçu 4,7 milliards de dollars du Crédit agricole, 1,4 milliard de BPCE et 853 millions du Crédit mutuel. Le Crédit Coopératif n'est pas



Épargné puisqu'une enquête de 2017 du journal local et critique grenoblois Postillon, révèle que la Sicav « Épargne Éthique Actions » finance EADS (La division Airbus Défense and Space a réalisé 10,804 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2017). Cette même Sicav du Crédit Coopératif finance aussi d'autres banques telles que BNP Paribas, Société Générale et même Bolloré, acteur majeur de l'affrètement militaire et de l'exploitation de minerais rares en Afrique pour la fabrication des armes ; qui selon un rapport d'avril 2001 de l'ONU, indique que SDV, filiale à 100 % du groupe Bolloré, figure « parmi les principaux maillons de ce réseau d'exploitation et de poursuite de la guerre. »

Les guerres et les armes qu'elles laissent sur les territoires (tortures, viols, proxénétisme, champs de mines, trafic d'armes, pollutions...) touchent à court, moyen et long termes tous les civils, y compris les personnes âgées, les femmes et les enfants, quand ces derniers ne sont pas eux-mêmes embrigadés comme enfants soldats ! (En 2005 un rapport d'Amnesty International fait ressortir que des enfants soldats seraient impliqués dans plus de vingt conflits à travers le monde, oubliés par les gouvernements. Vingt et un gouvernements ou groupes armés sont multirécidivistes.)

Par ailleurs l'industrie de l'armement nourrit les politiques de répression. Dans son rapport intitulé Égypte. Des armes françaises au cœur de la répression, Amnesty International indique que les forces de sécurité égyptiennes ont utilisé des équipements militaires fournis par la France pour réprimer avec une violence meurtrière des manifestations entre 2012 et 2015.

La Fédération SUD Santé Sociaux n'oublie pas les peuples opprimés victimes de par le monde de l'intérêt des puissants, et est solidaire de leur lutte pour la liberté et la paix comme en Ukraine : Afghanistan, Arménie, Bahreïn, Biélorussie, Birmanie, Burkina-Faso, Corée du Nord, Daghestan, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Géorgie, Honk-Kong, Ingouchie, Irak, Ishkerie, Tchétchénie, Kazasthan, Libéria, Libye, Mali, Mozambique, Ossétie, Palestine, Philippines, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine, Ouganda, Soudan, Syrie, Tchad, Tibet, Vénézuéla, Yémen, Kurdes, Ouïghours, Rohingyas ...

**Dans ce contexte international de violences et de collusions entre les états et les multinationales, tout doit être mis en œuvre pour le partage des richesses, le soin et le soutien aux populations précarisées et insécurisées.**

**Aucune victime de régimes oppresseurs, et de guerres quelles qu'elles soient, ne doit être laissée pour compte, sans soin, sans accueil, sans ressource, sans avenir, sans chaleur humaine. Aucun état de droit et s'en réclamant ne doit vaciller face à la barbarie.**

Motion adoptée à l'unanimité par le conseil fédéral de SUD Santé Sociaux,

Le 1<sup>er</sup> avril 2022

